

Urbanisme : Pour endiguer l'habitat insalubre, 30 villes débarrassées de leurs bidonvilles entre 2004 et 2008

Société

Posté par: Visiteur

Publié le : 21-01-2009 20:25:18

Il y a près de quatre ans, le gouvernement lançait le programme ville sans bidonvilles (VSB).

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'espace vient de rendre public le bilan des actions entreprises pendant la période 2004-2008. Et là, force est de constater que les chiffres en disent long sur l'effort méritoire déployé par les pouvoirs publics pour endiguer cette forme d'habitat insalubre.

Selon un document du département de Taoufik Hjira, le programme VSB a été réalisé à 43% ; et jusqu'à présent, 30 villes marocaines (sur un total de 83) ont été déclarées «villes sans bidonvilles». La lutte contre les bidonvilles gagne donc du terrain, mais le combat est loin d'être gagné. La vigilance doit donc rester de mise, surtout que beaucoup de responsables locaux indécis sont toujours peu enclins à respecter les lois sur l'urbanisme en dépit des garde-fous mis en place par le ministère de l'Intérieur.

Quoi qu'il en soit, le département de Taoufik Hjira trouve que les résultats enregistrés présentent un réel motif de fierté. Durant les quatre années considérées, ce ministère souligne avoir démolit 127.250 baraques contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie de quelque 650.000 individus qui ont ainsi été relogés dans des appartements. Parmi les expériences réussies, la ville d'Agadir (déclarée sans bidonvilles en 2008) a connu la mobilisation de toutes les forces vives locales pour respecter les délais convenus en matière de démolition des baraques (10 000) et de relogement des habitants. Une autre expérience citée en exemple, celle de Laâyoune (sans bidonvilles en 2008) où les opérations de démolition et de relogement se sont déroulées dans un temps record : Près de 11.000 baraques ont été démolies entre les mois d'avril et de juillet 2008. Les habitants ont été relogés en l'espace de quatre mois.

A Dakhla aussi (pas encore déclarée sans bidonvilles), la mobilisation générale a donné ses fruits. Grâce à l'appui des autorités locales et à l'accompagnement social et technique, plus de 2.600 familles ont entrepris des travaux de construction de leurs propres logements, sachant que 3.106 familles ont quitté leurs baraques qui ont été démolies. La ville de Témara est en passe aussi d'être déclarée ville sans bidonvilles. Là, les autorités locales ont mis en place un guichet unique pour faciliter les démarches administratives aux habitants bénéficiaires du programme. Cette solution s'est avérée payante puisqu'on a pu parfois traiter jusqu'à 60 dossiers en une seule journée. Les expériences de Témara et de Dakhra paraissent intéressantes à bien des égards. Leur transposition à d'autres villes serait utile et permettra de gagner beaucoup de temps et d'efforts. Elles ont surtout montré que l'éradication de l'habitat insalubre était possible pour peu que tout le monde se mobilise autour d'objectifs clairs. Les responsables locaux de la ville de Casablanca, qui n'arrive toujours pas à se débarrasser de tous ses quartiers de bidonvilles, devraient s'inspirer de ces expériences. Près de 80.000 familles sont concernées alors que le nombre des unités de relogement en cours de construction est de 9.000 contre seulement 3.500 disponibles. L'enjeu est de taille pour la métropole.

Il y va de son image de ville moderne et de centre international d'affaires.

Déficit à Casablanca

En dépit des efforts consentis par l'Etat au cours des 15 dernières années, le déficit en logements dans le Grand Casablanca demeure important. Il se chiffre à quelque 5.000 unités par an, soit 162.000 unités cumulées à ce jour dont 50% liées à des bidonvilles. C'est ce que révèlent les résultats d'un rapport rendu public récemment par le département de l'Habitat, sur le secteur immobilier résidentiel dans le Grand Casablanca. Intitulé "Etat des lieux 2007 et perspectives 2008", le document souligne que les besoins futurs, calculés par rapport aux perspectives de développement économique attendues dans la métropole, sont estimés à près de 40.000 logements par an entre 2007 et 2012 tenant compte notamment de la résorption des bidonvilles. Les besoins s'élèveront à près de 28.500 annuellement entre 2013 et 2020. On n'est pas très loin des prévisions du nouveau SDAU (Schéma directeur de l'aménagement et de l'urbanisme) de la ville qui estiment ces besoins à près de 35 mille unités par an jusqu'à 2030. Le rapport conclut aussi que près de 53% de ces besoins concernent des ménages à revenus modestes dont la solvabilité d'accèsion à la propriété d'un logement ne dépasserait pas une VIT supérieure à 250.000 DH et que 25% des besoins concernent les logements dont la VIT est de 140.000 DH.

Abdelwahed Rmiche
LE MATIN